

Nouvelle-Calédonie: les loyalistes lancent leur campagne pour le «non» à l'indépendance

Article rédigé par *Le Figaro*, le 09 juillet 2020

Source [Le Figaro] Le premier référendum de novembre 2018 avait vu le «non» l'emporter à 56,7%.

Les loyalistes ont lancé, ce mercredi 8 juillet, leur campagne pour le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France, en vue du deuxième référendum sur l'indépendance le 4 octobre prochain, souhaitant parler «*au cœur des Calédoniens*».

«*En 2018, nous avons parlé transferts financiers (de la Métropole), éducation, santé, on s'est adressé au cerveau des Calédoniens quand les indépendantistes parlaient à leur cœur. Or, les indépendantistes n'ont pas le monopole du cœur*», a déclaré lors d'une conférence de presse Gil Brial, élu territorial et chef d'orchestre de la campagne du regroupement «*Les Loyalistes*».

Ce dernier réunit six formations non indépendantistes, dont le Rassemblement National. En revanche, le parti de centre droit, Calédonie ensemble, en perte de vitesse dans l'électorat local, n'en fait pas partie. M. Brial a reconnu que le score de 56,7% des partisans de la France lors du premier référendum du 6 novembre 2018 «*n'a pas été à la hauteur de (leurs) espérances*» alors que les sondages annonçaient une victoire bien plus large.

«*Les indépendantistes ont transformé une défaite électorale en victoire psychologique*», a également indiqué Gil Brial, notamment entouré du président du gouvernement collégial, de la présidente de la province sud où se trouve Nouméa et d'une dizaine «*d'ambassadeurs pour le non*». Issus de la société civile, ils auront pour mission «*de porter les valeurs de la Calédonie française*».

Reconnaissant une campagne 2018 «*timide et quelque peu figée*», les dirigeants loyalistes entendent «*aller chercher les abstentionnistes*» qui ont selon eux été plus nombreux dans leurs rangs il y a deux ans que chez les indépendantistes mais également «*afficher fièrement les couleurs du drapeau national*». Contrairement à 2018, le drapeau tricolore pourra être utilisé par les loyalistes, en dérogation au code électoral, ce qui suscite la colère des indépendantistes.

Un processus de décolonisation progressif est en cours en Nouvelle-Calédonie dans le cadre du statut de l'accord de Nouméa (1998). Si le non l'emporte à nouveau le 4 octobre prochain, un troisième scrutin référendaire pourra être organisé d'ici 2022.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)